

Afzender:
v.u./e.r. Freddy Tack
rue Ad. Vandenschriekstraat 119
1090 Brussel/Bruxelles



ANDERLECHT
Bruselas,
28.01.2022

Celebración del
169 aniversario
de José Martí



n° 214,
jan-feb-mrt 2022 / jan-fév-mars 2022
53e jrg/année - www.cubamigos.be
Afgiftekantoor : Gent X

cuba si

driemaandelijks tijdschrift van de vrienden van cuba vzw
périodique trimestriel des amis de cuba asbl - P309090

BLOQUEO

FALCO

VOORWOORD VAN DE VOORZITTER

30 januari 2022

Cuba doet het nu heel goed op gebied van de bestrijding van de pandemie, alhoewel er ook hier een stijging is van het aantal besmettingen, maar in veel mindere mate dan in België met iets meer dan 3.000 besmettingen per dag tegen een 60.000 in België voor hetzelfde aantal inwoners. Voor de massale vaccinatie in Cuba, in augustus 2021, waren de cijfers er ook dramatisch toegenomen. Het vaccineren met het boostervaccin werd in Cuba massaal en vervroegd toegepast omwille van de komst van de zeer besmettelijke omicronvariant.

Op maatschappelijk vlak wordt er een belangrijke stap gezet met de drie maanden durende bevraging van de bevolking over het ontwerp van nieuw familierecht. Verwacht kan worden dat er aan de hand van die bevraging door de voorstellen van de bevolking ook een aantal teksten zullen wijzigen zoals dat het geval was met de nieuwe grondwet in 2019. De participatie van de ganse bevolking is een essentiële onderdeel van het Cubaanse systeem van besluitvorming. Vergelijk het maar met ons systeem waar de kiezers een blanco volmacht geven aan de politiekers die ze kiezen. Zo kon het dat bij ons voor de verkiezingen alle partijen zeiden de pensioenleeftijd niet te zullen verhogen maar dat de regering Michel dat na de verkiezingen wel deed. Laat je dus niet wijsmaken dat Cuba een dictatuur is zoals dat dikwijls in de pers of op sociale media wordt verspreid.

Intussentijd, in de maand december 2021, hebben de Vrienden van Cuba alweer een container naar Cuba gestuurd met medische hulpgoederen in samenwerking met andere verenigingen. Reeds 57 hebben we er gestuurd op eigen houtje en 4 nu in samenwerking met anderen. We plannen in 2022 nog minstens 1 container en wie hiervoor nog financieel wil steunen kan dat nog steeds op onze bankrekening (zie achteraan in de Cuba Sí) met de vermelding "container" of "hulpgoederen".

Laat ons ook hopen voor 2022 op een jaar van vrede want de spanningen in de wereld nemen toe tot op een alarmerend peil.

Conclusie : de Vrienden van Cuba zijn meer dan ooit nodig om goede en objectieve informatie over Cuba te verspreiden want in de kranten vind u die niet. Maak nieuwe leden en maak ons sterker !

Vernieuw a.u.b. je lidgeld via een bestendige opdracht bij je bank voor zover je dat nog niet gedaan hebt. Zie achteraan dit tijdschrift. We zijn een kleine vereniging en zonder je steun kan ons tijdschrift niet bestaan.

Regi Rotty

EDITO DU PRÉSIDENT

30 janvier 2022

Cuba s'en sort très bien dans la lutte contre la pandémie, malgré une hausse, ici également, du nombre de contaminations, mais nettement moins forte qu'en Belgique, avec un peu plus de 3.000 contaminations par jour contre 60.000 en Belgique, pour un nombre d'habitants identique. Avant la vaccination de masse, en août 2021, les chiffres avaient dramatiquement augmenté. La vaccination du "booster" est appliquée à grande échelle et plus tôt que prévu, suite à l'arrivée du variant omicron, fort contaminant.

Dans le domaine social un pas important est posé avec la consultation du peuple, durant trois mois, au sujet du nouveau code des familles. Suite à cette consultation et des propositions des gens les textes seront adaptés, comme ce fut le cas pour la nouvelle constitution en 2019. La participation de toute la population est une donnée essentielle du système cubain de prise de décisions. Comparez à notre système où les électeurs donnent plein pouvoir aux politiciens qu'ils choisissent. Ainsi, chez nous, après une campagne électorale où tous les partis déclaraient ne pas toucher à l'âge de la pension, le gouvernement Michel n'a pas hésité à le faire après les élections. Ne vous laissez pas influencer par l'image de Cuba en dictature, souvent diffusée par la presse ou les médias sociaux.

Entre-temps, en décembre 2021, les Amis de Cuba, en collaboration avec d'autres organisations, ont encore envoyé un conteneur à Cuba avec du matériel médical. Nous en avons déjà envoyé 57 par nos propres moyens et 4 en collaboration avec d'autres. Pour 2022 nous planifions encore au moins un conteneur, et ceux qui veulent nous aider financièrement peuvent toujours le faire sur notre compte bancaire (voir en fin de Cuba Sí), avec la mention "conteneur" ou "matériel médical".

Espérons que 2022 sera une année de paix, car les tensions dans le monde atteignent un niveau alarmant.

Conclusion : les Amis de Cuba sont plus que jamais nécessaires pour diffuser une information objective sur Cuba, car on ne la trouve pas dans nos journaux. Faites de nouveaux membres et rendez nous plus forts ! Renouvelez votre cotisation via un ordre permanent chez votre banque, au cas où vous ne l'auriez pas encore fait (voir les dernières pages de cette revue). Nous sommes une petite organisation et sans votre soutien notre revue n'existerait pas.

Regi Rotty
(traduction F. Tack)

LE PLUS LONG BLOCUS JAMAIS IMPOSÉ À UN PAYS

Freddy Tack

L'hostilité, la haine et le cynisme des différentes administrations des États-Unis sont des constantes depuis le premier jour du triomphe de la révolution cubaine, le 1er janvier 1959. Peu importe qu'à la Maison Blanche siège un démocrate ou un républicain, leur acharnement contre Cuba reste inchangé et chaque Cubain est frappé par l'application d'une politique d'asphyxie dans sa vie quotidienne depuis plus de 60 ans.

C'est le 2 février 1962 que John F. Kennedy signe l'ordre exécutif 3447 qui formalise le blocus imposé à Cuba. Après quelques considérations vous trouverez ci-après une chronologie des mesures prises par les présidents nord-américains qui se sont succédés à la Maison Blanche, des exemples de ce qui a été imposé, et continue de l'être, au peuple cubain. Loin d'être complète elle donne une idée de la férocité implacable menée contre un petit pays par une grande puissance impérialiste.

60 ans de blocus

“Maintenir durant plus de 60 ans, sans légitimité aucune, en violant la Charte des Nations Unies, un blocus extraterritorial d'une telle amplitude, est une violation quotidienne des droits humains”, écrit le journaliste Pedro Jorge Velázquez dans le Granma du 2 février 2022. Il cite quelques conséquences des effets directs des mesures imposées : le mécontentement d'une communauté qui espère depuis des années améliorer ses conditions de vie, la déception des ouvriers empêchés d'acquérir des nouvelles technologies et de s'adresser à d'autres clients, des familles qui ne peuvent plus envoyer de remesas à leurs parents, le médecin spécialiste à qui manquent des gants pour traiter ses patients, la mort d'un enfant que l'on n'a pu sauver parce-qu'un médicament n'a pu arriver à Cuba, une école à construire, une route à réparer, une pharmacie à fournir, une maison à entretenir, un service à améliorer, un investissement pour se développer, une production à exporter...

Vivian Herrera Cid, directrice générale du Commerce Extérieur, explique : “Il est fréquent que des importations soient retardées ou empêchées parce que les fonds n'arrivent pas chez le fournisseur, ou dans le cas d'exportations que le paiement n'arrive pas chez nous parce que les banques, y compris des correspondants des banques cubaines, refusent ou se dérobent, de manière directe ou indirecte de travailler avec nos entreprises”. Les mêmes difficultés se présentent pour le transport, que ce soit de la part des transporteurs ou par les refus de location de conteneurs.

Le Dr. Eduardo Martínez, président de BioCubaFarma, insiste sur le fait que le blocus reste implacable durant la pandémie et complique les exportations des vaccins cubains contre le Covid-19 et d'autres produits pharmaceutiques produits par Cuba.

Des sommes importantes se sont accumulées à cause du refus de diverses banques de travailler avec Cuba. Des retards, causés par le blocus, dans les compromis de paiement à des fournisseurs de matières premières compliquent les livraisons, et malgré le financement garanti des fournisseurs ont refusé de livrer leur marchandises.

Et ce ne sont que quelques exemples du renforcement du blocus des derniers mois.

Le cynisme des présidents, de Kennedy à Biden

Pierre Salinger, à l'époque secrétaire de presse de Kennedy, raconte dans ses mémoires (Pierre Salinger, De Mémoire, Éditions Denoel, Paris, 1995) que le président l'a convoqué, une nuit au début de 1962, pour lui donner l'ordre d'acheter une grande quantité de cigares cubains. A sa question “Combien?” Kennedy a répondu “Environ mille”. Le lendemain Kennedy désire savoir combien de cigares ont été achetés et Salinger lui répond “Un millier”. Et Kennedy réplique : “Bravo, je dispose maintenant d'une réserve suffisante de cigares et je peux signer la déclaration qui défend l'entrée de produits cubains aux États-Unis”.

60 ans plus tard Biden, qui malgré ses promesses électorales n'a rien fait pour supprimer l'une ou l'autre des plus de 440 mesures imposées par Trump, ose justifier le maintien du blocus sous le prétexte de violations des droits de l'homme. Comment peut-on invoquer les droits de l'homme alors que l'on nie le droit aux moyens de subsistance à tout un peuple, provoqué par un blocus conçu pour susciter la faim et la désespérance, et violant de forme flagrante, massive et systématique les droits de l'homme de millions de Cubains depuis décennies ?

CHRONOLOGIE D'UNE INFAMIE

Freddy Tack

Le 1er janvier 1959 la lutte des révolutionnaires cubains contre le dictateur Batista triomphe et les rebelles entrent à La Havane. Très vite le gouvernement révolutionnaire prend des mesures destinées à récupérer les richesses du pays pour le peuple entier. Ces différentes mesures se sont heurtées aux intérêts des grandes multinationales des États-Unis qui depuis des années avaient pillé les ressources de l'île et imposé leur politique. Officiellement le blocus sera instauré le 3 février 1962, mais les premières mesures de sabotage de l'économie cubaine tombent déjà début 1959.

Ci-après une chronologie illustrant ces plus de 60 ans de guerre économique criminelle.

Dwight D. Eisenhower (1959 - 1961)

◆ **6 février 1959** : un rapport de la Banque Nationale de Cuba rend compte du dépôt dans les banques américaines de 424 millions de dollars volés par les anciens membres du gouvernement de Batista.

◆ **12 février 1959** : Le Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis refuse un modeste prêt sollicité par la Banque Nationale de Cuba afin de soutenir sa monnaie nationale.

◆ **24 juin 1959** : Le département d'État Nord-américain convoque une réunion pour demander au gouvernement des États-Unis de faire preuve d'une position ferme contre la loi de réforme agraire.

◆ **6 avril 1960** : Un nouveau rapport d'un fonctionnaire du Département d'État des États-Unis affirme : "La majorité des Cubains sont favorables à Fidel Castro, il n'y a pas d'opposition politique réelle, la seule façon de briser cet appui est de créer un mécontentement grâce aux difficultés économiques".

◆ **29 juin 1960** : TEXACO, ESSO et SHELL arrêtent la fourniture de pétrole à Cuba et refusent le traitement de pétrole brut acheté en Union Soviétique.

◆ **6 juillet 1960** : La Loi Publique 86-592 autorise Eisenhower à fixer le quota sucrier attribué à Cuba. Le quota est diminué de 700 milles tonnes, chiffre qui réduit pratiquement à zéro les importations de sucre cubain aux États-Unis.

◆ **24 septembre 1960** : Les multinationales arrêtent l'usine de nickel qu'elles possèdent à Nicaro.

◆ **30 septembre 1960** : Le Département d'État conseille aux citoyens nord-américains de s'abstenir de voyager à Cuba, sauf raisons impératives.

◆ **20 octobre 1960** : Le Département du Commerce défend les exportations vers Cuba, sauf certains aliments, médicaments et matériaux médicaux spécifiques.

◆ **16 décembre 1960** : Eisenhower supprime totalement le quota sucrier cubain pour les trois premiers mois de 1961.

◆ **3 janvier 1961** : les États-Unis rompent les relations diplomatiques et consulaires avec Cuba.

John F. Kennedy (1961 - 1963)

◆ **31 mars 1961** : Kennedy supprime totalement le quota sucrier cubain pour l'année 1961.

◆ **4 septembre 1961** : la Loi d'Aide Externe défend tout type d'assistance au gouvernement de Cuba et autorise le président de maintenir un blocus total du commerce bilatéral.

◆ **Janvier 1962** : les États-Unis imposent des sanctions et la rupture des relations diplomatiques de la majorité des pays d'Amérique latine avec Cuba, par des pressions intenses.

◆ **3 février 1962** : le président Kennedy signe l'ordre exécutif 3447 qui officialise le blocus économique, commercial et financier de Cuba.

◆ **19 février 1962** : des fonctionnaires du Département d'État visitent les pays Européens en vue de les inciter à instaurer des mesures répressives pour le commerce avec Cuba.

◆ **19 mars 1962** : le service de virements postaux entre les États-Unis et Cuba est suspendu.

◆ **23 mars 1962** : interdiction de l'importation de tout produit élaboré complètement ou partiellement avec des produits cubains, même fabriqués dans des pays tiers.

◆ **16 septembre 1962** : Washington annonce l'interdiction d'accès aux ports nord-américains des embarcations qui participent au commerce avec Cuba, indépendamment du pays d'immatriculation.

Lyndon B. Johnson (1963 - 1969)

◆ **Juillet 1963** : entrée en vigueur du Règlement pour le contrôle des actifs cubains qui interdit toutes les transactions avec Cuba et congèle les valeurs de l'État Cubain aux États-Unis. Il défend les exportations cubaines aux États-Unis et les transactions en dollars avec Cuba pour toute personne naturelle ou juridique des États-Unis ou de pays tiers.

◆ **Mai 1964** : le Département du commerce des États-Unis décrète l'interdiction totale d'envoi d'aliments et de médicaments à Cuba, qui dans la pratique ne s'effectuaient déjà plus. Il défend également les envois d'aliments à n'importe quel pays mêlé à des ventes ou des livraisons d'articles stratégiques ou non-stratégiques à Cuba.

◆ **26 juillet 1964** : sous les pressions des États-Unis les états membres de l'Organisation des États Américains imposent le blocus sur le commerce avec Cuba.

Richard Nixon (1969 - 1974)

◆ **1969** : l'OFAC estime que des matériaux produits en URSS et en Tchécoslovaquie pourraient contenir des composants d'origine cubaine et qu'ils doivent donc être bloqués à la douane.

Gerald Ford (1974 - 1977)

◆ **3 janvier 1975** : approbation de la Loi du Commerce de 1974 qui renforce les restrictions pour les tarifs douaniers pour les pays communistes, et qui défend à la Banque d'Importations et d'Exportations d'octroyer des crédits à Cuba, sauf quelques exceptions.

◆ **24 septembre 1976** : premier vol charter privé entre les États-Unis et Cuba avec quatre entrepreneurs nord-américains à bord. L'avion est retenu par la douane de Miami et confisqué sur ordre du Département du Commerce.

Jimmy Carter (1977 - 1981)

◆ **Janvier - mars 1977** : autorisation pour les voyageurs à Cuba de payer leur transport et les frais de séjour et d'acheter des produits d'usage personnel à hauteur de 100 dollars.

◆ **1979** : Règlement pour l'Administration des Exportations qui fixe la politique générale de dénégaration pour les exportations et réexportations à Cuba.

◆ **13 novembre 1980** : l'OFAC estime disposer de preuves que des articles produits par la firme française Creusot-Loire pourraient contenir du nickel cubain et peuvent donc être confisqués à la douane.

Ronald Reagan (1981 - 1989)

◆ **1 mars 1982** : Cuba est repris sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme international, ce qui complique les exportations.

◆ **4 octobre 1983** : le président signe la Loi de transmissions radio vers Cuba, ce qui ouvre les émissions de Radio Martí, une agression flagrante contre la souveraineté cubaine.

◆ **23 décembre 1985** : approbation de la Loi de Sécurité Alimentaire, avec de nouvelles dispositions pour perturber le commerce du sucre de Cuba avec des pays tiers.

◆ **22 août 1986** : instauration de contrôles stricts sur les organisations qui promeuvent les voyages à Cuba et sur l'envoi d'argent ou de biens vers Cuba.

◆ **22 novembre 1988** : interdiction d'utiliser des cartes bancaires pour le paiement de frais des gens qui voyagent à Cuba.

George H. W. Bush (1989 - 1993)

◆ **24 juillet 1991** : les États-Unis imposent des conditions à l'URSS pour recevoir une aide étrangère nord-américaine, qui incluent l'arrêt de l'assistance militaire et économique à Cuba.

◆ **18 avril 1992** : renforcement des restrictions de transport maritime vers Cuba, tant de passagers que de marchandises.

◆ **23 octobre 1992** : le président approuve la Loi pour la démocratie cubaine, ou Loi Toricelli, avec un renforcement des mesures économiques contre Cuba et de l'extraterritorialité du blocus. Cette loi interdit aux filiales de compagnies américaines dans des pays tiers de réaliser des transactions avec Cuba ou des nationaux Cubains, ainsi que l'accès au territoire nord-américain durant une durée de 180 jours, aux navires de pays tiers qui ont fréquentés des ports cubains.

◆ **Novembre 1992** : interdiction des voyages pour les compagnies privées et les consultants chargés d'études de marché, et d'introduction aux États-Unis de tabac ou de rhum provenant de Cuba, même pour une consommation personnelle.

Bill Clinton (1993 - 2001)

◆ **1993** : Suspension de la licence de la compagnie nord-américaine ABC Charters pour l'organisation de "paquets de voyages" à Cuba. L'OFAC publie des mesures de restriction des voyages pour les cubano-américains et limite l'envoi de remesas.

◆ **Mars 1996** : approbation de la Loi pour la solidarité démocratique et la liberté à Cuba, ou Loi Helms-Burton. Le but est clairement de créer des obstacles aux investissements étrangers à Cuba et d'internationaliser le blocus. Les dispositions du blocus sont codifiées et les prérogatives du président pour suspendre cette politique sont limitées. Ceci renforce l'extraterritorialité du blocus.

La loi défend l'entrée aux États-Unis des dirigeants d'entreprises étrangères (et leurs familles) ayant investi dans des propriétés "confisquées" à Cuba et introduit la possibilité d'introduire des plaintes auprès des tribunaux nord-américains à ce sujet.

- ◆ **1998** : les licences des compagnies C&T Charters et Wilson sont suspendues pour une durée indéterminée pour l'opération de vols vers Cuba, et les fonds de plusieurs compagnies téléphoniques qui commerçaient avec Cuba sont bloqués.
- ◆ **1999** : défense de déposer aux États-Unis des marques associées à des propriétés nationalisées et de la reconnaissance par les tribunaux nord-américains des droits des entreprises cubaines sur ces marques.
- ◆ **2000** : adoption de la Loi de réforme des sanctions commerciales et de l'augmentation des exportations qui autorise l'exportation de produits agricoles vers Cuba, conditionnée par un paiement préalable en effectifs et sans financement par les États-Unis. En contrepartie cette loi interdit tous les voyages touristiques à Cuba pour les citoyens nord-américains, sauf pour 12 catégories de voyages soumis à une autorisation.

George W. Bush (2001 - 2009)

- ◆ **9 février 2004** : dix entités cubaines sont reprises sur la liste noire qui défend toute transaction avec elles aux citoyens et entités ressortissant de la juridiction nord-américaine.
- ◆ **19 juin 2004** : un rapport "Commission d'aide à une Cuba Libre" publie de nouvelles mesures, entre autres la limitation des visites de familles à une visite tous les trois ans, et réduit les remesas.
- ◆ **7 décembre 2004** : une amende de 20.000\$ est imposée à la Santander Bank & Trust aux Bahamas, filiale de la compagnie bancaire espagnole Santander Central Hispano, pour des transferts de fonds à Cuba en 2001.
- ◆ **Mars-avril 2005** : publication d'un rapport au sujet de sanctions civiles pour 167 personnes et 3 entreprises pour violation du blocus de Cuba.
- ◆ **10 juin 2006** : interdiction de ventes d'équipements médicaux, durcissement des réglementations pour l'exportation d'articles humanitaires, et renforcement des contrôles du commerce international de nickel et de cobalt cubains, parmi d'autres mesures.
- ◆ **Juillet-août 2007** : amende de 220.000\$ pour la compagnie nord-américaine LogicaCMG Inc et de 182.750\$ pour l'entreprise nord-américaine Travelocity, pour violation de la législation du blocus.
- ◆ **Novembre 2007** : interdiction d'utiliser à Cuba les cartes de crédit Mastercard, émises par l'institution financière canadienne CU Electronic Transaction Services (CUETS).
- ◆ **Janvier 2008** : Icelandic, compagnie aérienne européenne annule son accord de location d'avions Boeing à Cubana de Aviación, suite à l'extraterritorialité des lois du blocus.

Barack Obama (2009 - 2017)

- ◆ **2009** : L'Ofac impose des amendes à neuf entreprises et banques étrangères pour un montant total de 542.065.503\$, et crée des obstacles pour l'utilisation de systèmes de paiement internationaux pour les aides du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).
- ◆ **9 mars 2010** : nouvelle réglementation pour les paiements anticipés de vente de produits agricoles des États-Unis à Cuba
- ◆ **23 février 2012** : Obama proroge les directives qui défendent l'arrivée de navires et de yachts de récréation à Cuba.
- ◆ **16 avril 2012** : Le consortium bancaire européen UniCredit Bank AG informe officiellement Cuba que toutes les banques membres du groupe doivent appliquer rigoureusement toutes les exigences de l'OFAC concernant Cuba.
- ◆ **11 décembre 2012** : l'OFAC impose une amende de 30 millions de dollars à la banque HSBC Holdings, dont le siège est à Londres.
- ◆ **16 avril 2013** : la banque suisse Zürcher Kantonalbank annonce la suspension de toutes les transactions avec Cuba.
- ◆ **12 septembre 2013** : le président, comme tous les présidents à ce jour, renouvelle, pour un an les sanctions contre Cuba sur base de la Loi du Commerce avec l'Ennemi.
- ◆ **26 novembre 2013** : imposition d'une amende de 100 millions de dollars à la compagnie pétrolière suisse Weatherford International Ltd. et à cinq de ses filiales, pour violations des lois sur le blocus.
- ◆ **30 juin 2014** : imposition d'une amende à la banque française BNP Paribas de 8.970.000\$, pour violation des sanctions imposées à Cuba, l'Iran, le Soudan et le Myanmar.
- ◆ **26 février 2015** : malgré l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, la compagnie nord-américaine PayPal refuse une transaction en euros du groupe de solidarité avec Cuba en Allemagne "Cuba-Hilfe-Dortmund".
- ◆ **25 mars 2015** : Amende de 7.658.300\$ imposée à la compagnie nord-américaine PayPal pour violations des règles contre Cuba.
- ◆ **19 juin 2015** : décision de maintenir Cuba sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.
- ◆ **16 juillet 2015** : Prensa Latina informe que la banque libanaise Fransabank est obligée de fermer un compte courant ouvert par l'agence de presse au Liban.
- ◆ **7 juin 2016** : la banque suisse UBS S.A. Refuse une transaction de 20.000 francs suisses venant de Cuba, représentant la contribution annuelle de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire à l'Union Interparlementaire, dont le siège se trouve à Genève.
- ◆ Barack Obama a introduit quelques modestes mesures d'ouverture, entre autres pour les voyages, les investissements dans les télécommunications à Cuba (mais pas avec des entreprises d'état), les remesas.

Mais il n'a jamais utilisé toutes les prérogatives dont il disposait pour affaiblir le blocus, ni entamé la moindre procédure pour la levée du blocus.

Donald Trump (2017-2021)

Impossible de mentionner ici les plus de 240 mesures de Donald Trump pour renforcer le blocus. Toutes les mesures se sont centrées sur l'interdiction de voyages, la limitation des vols vers Cuba, la création d'obstacles pour les fournitures de combustibles à Cuba, les complications pour l'envoi de remesas, etc. Ci-après quelques exemples des mesures émises.

- ◆ **8 septembre 2017** : prorogation des sanctions économiques sur base de la Loi sur le Commerce avec l'Ennemi de 1917, appliquée depuis des années uniquement à Cuba.
- ◆ **29 septembre 2017** : suspension de l'émission de visas au consulat de La Havane, obligeant les Cubains qui demandent un visa de s'adresser à des ambassades nord-américaines dans d'autres pays.
- ◆ **8 novembre 2017** : création de la liste des Entités Cubaines Restreintes, qui comprend 179 entreprises cubaines avec lesquelles les citoyens nord-américains ne peuvent entretenir des relations.
- ◆ **5 octobre 2018** : sanction de 5 millions de dollars à l'entité bancaire J.P. Morgan Chase pour violation des mesures décrétées contre Cuba.
- ◆ **5 avril 2019** : la OFAC reprend sur une liste noire 34 embarcations propriété de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA et de deux autres compagnies étrangères, avec comme motif des livraisons de pétrole à Cuba.
- ◆ **9 avril 2019** : une amende de 639.023.750\$ est imposée à la Standard Chartered Bank, dont le siège est en Grande Bretagne, pour violations des règles du blocus.
- ◆ **11 avril 2019** : deux compagnies pétrolières de Grande Bretagne 2H OFFSHORE et ACTEON Group Ltd. se voient imposer des amendes de respectivement 227.500 et 213.866 \$, pour violations des règles du blocus.
- ◆ **12 avril 2019** : 4 entreprises et 9 navires qui opèrent dans le secteur pétrolier du Venezuela sont pénalisées pour des transports de pétrole à Cuba.
- ◆ **15 avril 2019** : une amende de 1.300.000.000\$ est imposée au secteur financier UniCredit Bank AG (Allemagne), UniCredit Bank Autriche, UniCredit Bank SpA (Italie) pour des transferts violant le blocus.
- ◆ **17 avril 2019** : Mike Pompeo annonce l'activation totale du Titre III de la Loi Helms-Burton.
- ◆ **4 juin 2019** : nouvelles restrictions pour les voyages de citoyens nord-américains à Cuba et suppression de la catégorie de voyages "de peuple à peuple".

- ◆ **6 septembre 2019** : nouvelles limites pour l'envoi de remesas et suspension des transferts d'origine et de destination hors des États-Unis.
- ◆ **17 septembre 2019** : 3 individus (2 Colombiens et 1 Italien) et 17 compagnies (12 basées en Colombie, 4 au Panama et une en Italie) sont intégrés à la liste noire de l'OFAC pour transport de pétrole à Cuba.
- ◆ **24 septembre 2019** : la liste est étendue à 4 compagnies (3 du Panama et une de Chypre) et 4 navires concernés par le transport de pétrole vénézuélien à Cuba.
- ◆ **18 octobre 2019** : de nouvelles mesures de refus de licences pour la location d'avions à des compagnies aériennes cubaines, l'interdiction d'exportations à Cuba d'articles étrangers contenant plus de 10 % de composants nord-américains, obstacles aux donations au gouvernement de Cuba et au Parti Communiste de Cuba et nouvelles restrictions pour l'exportation de biens dans les télécommunications.
- ◆ **3 décembre 2019** : 6 navires (un Panaméen et les autres vénézuéliens) sont repris sur la liste noire.
- ◆ **26 février 2020** : Western Union, compagnie nord-américaine, élimine la possibilité d'envoyer des remesas à partir de pays tiers.
- ◆ **13 août 2020** : suspension de tous les vols charter privés entre les États-Unis et Cuba, sauf La Havane, mais en nombre réduit pour cette destination.
- ◆ **1 janvier 2021** : el Banco Financiera Internacional est reprise sur la liste de Entités Cubaines Restreintes.
- ◆ **11 janvier 2021** : reprise de Cuba sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Joe Biden (2021 - ...)

Malgré les promesses électorales Joe Biden a maintenu toutes les mesures imposées par Trump et en a ajouté d'autres en pleine pandémie du Covid-19.

- ◆ **4 janvier 2022** : amende de plus de 90.000\$ à Airbnb pour violations des sanctions et transactions non autorisées.
- ◆ **19 janvier 2022** : la banque hollandaise ING bloque une campagne de récolte de fonds pour financer le voyage à Cuba d'une délégation de l'Internationale Progressiste, dans le but de soutenir le libre accès aux vaccins contre le Covid-1.

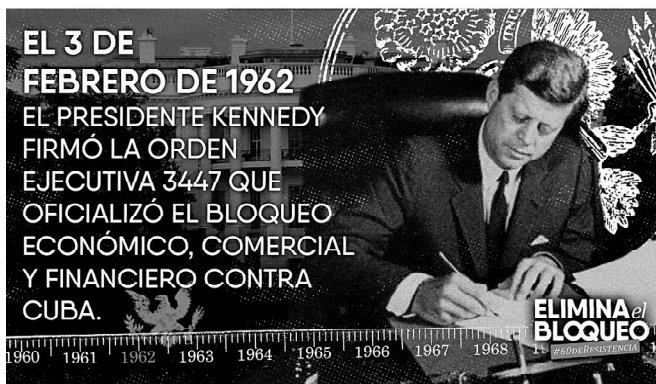
Sources :

[www.ecured.cu/Bloqueo_economico_de-Estados_Unidos_contra_Cuba](http://www.ecured.cu/Bloqueo_economico_de_Estados_Unidos_contra_Cuba).

www.prensa-latina.cu/2022/02/01/bloqueo-de-eeuu-contra-cuba-cronologia-de-una-injusticia

Zestig jaar geleden beslisten de Verenigde Staten formeel hun criminele blokkade op te leggen aan Cuba

VERKLARING VAN DE REVOLUTIONAIRE REGERING



De revolutionaire regering stelt de economische, commerciële en financiële blokkade aan de kaak, die de Verenigde Staten nu dag op dag, zestig jaar geleden oplegden aan Cuba, aangezien op 3 februari 1962 president John F. Kennedy de afkondiging 3447 uitvaardigde, die een totaal “embargo” uitvaardigde op de handel met ons land, in het kader van sectie 620 (a) van de wet op Internationale Hulp. Dit gaf een officieel karakter aan de agressieve acties die de Verenigde Staten unilateraal hadden gestart vanaf de overwinning van onze Revolutie.

Sindsdien heeft de omsingeling en economische wurging zich verstevigd als de as van een strategie die de Cubanen het recht ontkent hun wettig recht en hun soevereiniteit te verdedigen en een bevrijdingsproces te ontwikkelen buiten de imperialistische overheersing.

De belangrijkste rechtvaardiging die de Verenigde Staten toen naar voor bracht om deze maatregel op te leggen was onze relatie met de socialistische landen, welke blijkbaar een inbreuk betekende op de “principes van het inter-Amerikaans systeem”, hun veiligheid en deze van het werelddeel. De voorwendsels wisselden in de loop der tijden, maar de doelstellingen bleven dezelfde.

Deze doelstellingen werden nooit beter uitgedrukt dan door Lester D. Mallory, toenmalig adjunct onder-Staatssecretaris, in een memorandum van 6 april 1960 : “de ontgoocheling en de verkoeling veroorzaken op basis van ongenoegen en economische problemen... het economisch leven van Cuba ondermijnen... door geld en leveringen te weigeren aan Cuba, teneinde de nominale en ware salarissen te verminderen, honger, wanhoop en de omverwerping van de regering te veroorzaken”.

De blokkade evolueerde om uiteindelijk de meest complexe economische oorlog te worden, de langst-durende en de meest onmenselijke ooit tegen een andere natie geleverd. De blokkade beperkt onze mogelijkheden van economische ontwikkeling, want zij is opgevat om onze economische betrekkingen met derde landen te beletten, om zoveel mogelijk onze bank- en financiële verrichtingen te bemoeilijken, om de buitenlandse investeringen te beperken en elke bron van inkomsten droog te leggen.

Het betreft een door en door extraterritoriale politiek, die het internationaal recht verkracht, die Cuba tracht te isoleren door drukmiddelen, chantage en straffen, en elkeen die economische, commerciële en financiële betrekkingen met ons land wenst aan te knopen te straffen. Het is de praktische reïncarnatie, in volle XXIe eeuw, van de doctrine Monroe, volgens dewelke de Verenigde Staten Latijns-Amerika en de Caraïben beschouwen als hun eigendom, als hun “achtertuin” of “voortuin”.

De blokkade heeft nooit de minste legitimiteit of morele verantwoording gehad. Het is een massale, flagrante en systematische verkrachting van de mensenrechten van het geheel van de Cubaanse bevolking. Zij ligt in de lijn van een daad van volkerenmoord volgens de termen van de Conventie voor de preventie en onderdrukking van de misdaad van volkerenmoord van 1948.

Om de blokkade te rechtvaardigen en de criminele gevolgen te verbergen is de Noord-Amerikaanse administratie verplicht te liegen, en een campagne op te stellen en te financieren vanuit Washington om de opinie op te dringen dat de blokkade geen enkel werkelijk effect heeft, dat ze niet echt de Cubaanse economie treft, dat zij geen zware beperking is voor onze ontwikkeling en onze economische stabiliteit. En deze simpele en eenvoudige leugen wordt verspreid dank zij de machtige media in dienst van het imperialisme en de numerieke netten opgevat om de opvattingen van talloze mensen te beïnvloeden, zelfs sommige van onze landgenoten.

Nochtans overtreft de opgestapelde schade gedurende deze zestig jaar, aan lopende prijzen, 114.413.400.000 dollars !

Nog erger, sinds 2019 hebben de Verenigde Staten hun economische drukmiddelen versterkt tot een kwalitatieve hogere graad, met het toepassen van niet conventionele oorlogsmiddelen, onverantwoord in vredes-tijd, teneinde Cuba's toelieferingen in brandstoffen onmogelijk te maken.

Terwijl ons land de strijd verderzet tegen Covid-19 betekent de versterking van de blokkade een onkenbare daad van wreedheid, want zij beperkt de aankomst van giften door de solidariteit, beperkt de ontwikkeling van onze vaccins en beperkt onze mogelijkheden om geneesmiddelen en essentiële grondstoffen aan te kopen. Gedurende deze zestig jaar, en zeker tijdens de pandemie, had de blokkade een onberekenbare kost en meerdere generaties Cubanen hebben dit rechtstreeks gevoeld.

De voordelen van het socialistisch systeem en de eenheid van ons volk hebben het ons mogelijk gemaakt, niettegenstaande de blokkade, de economische en sociale ineenstorting, die zij wensen te bereiken, te vermijden, een daadwerkelijke menselijke ontwikkeling te bereiken, volgens de indicatoren van de Verenigde Naties, onweerlegbare vooruitgang te verzekeren inzake sociale rechtvaardigheid en stap voor stap onze economische structuur en onze productie om te vormen in de zoektocht naar een duurzame ontwikkeling. Hoeveel kleine en onderontwikkelde economieën zouden een dergelijke gigantsche agressie overleven ?

Deze economische omsingeling wekt een praktisch unanieme en universele verwerping op. Bovenop de verpletterende steun van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties aan de resolutie die Cuba elk jaar neerlegt, protesteren en ontmaskeren bestendig personen, organisaties en instellingen uit gans de wereld tegen de blokkade.

Sinds 1959 volgden dertien presidenten mekaar op in het Witte Huis. En allen, met meer of minder nuances, hebben strikt de blokkade toegepast, mikkend op de economische ineenstorting van Cuba en de onleefbaarheid van het revolutionair project. Zestig jaar zijn blijkbaar niet genoeg om hen te doen beseffen dat de blokkade haar doelstellingen niet bereikt heeft en ze nooit zal bereiken !

De revolutionaire regering eist, eens te meer, plechtig en energiek, in naam van het Cubaanse volk, de opheffing van de economische, commerciële en financiële blokkade opgelegd door de Verenigde Staten. Zij zal verder de blokkade aan de kaak stellen, onveranderd en standvastig, zolang deze onmenselijke en illegale politiek zal duren.

Havana, 3 februari 2022.

(Vertaling F. Tack)

Le texte en français est disponible sur : www.minrex.gob.cu/voila-soixante-ans-les-etats-unis-décidaient-d'appliquer-formellement-cuba-leur-blocus-criminel



Déclaration de l'asbl "Les Amis de Cuba"

En ce 60ième anniversaire de la formalisation du criminel blocus économique, commercial et financier de Cuba par les États-Unis, les Amis de Cuba réaffirment leur engagement de lutter pour la levée totale du blocus aux côtés du peuple cubain.

Le plus long blocus jamais imposé à un pays dans le monde frappe les citoyens cubains dans tous les secteurs de la vie quotidienne, dans tous les domaines de l'économie.

La lutte contre ce blocus doit rester une priorité pour tous ceux qui estiment que le peuple cubain a le droit de développer le système économique et social que ce peuple a choisi, en toute indépendance et souveraineté.

Les Amis de Cuba de Belgique soutiennent cette lutte du peuple cubain depuis la création de l'association en 1969 et confirment de poursuivre et d'intensifier cet engagement jusqu'à la levée de cette mesure criminelle, expression de la guerre non-déclarée que mènent les États-Unis contre Cuba depuis le premier jour de la victoire révolutionnaire, le 1er janvier 1959.

Verklaring van de vzw "De Vrienden van Cuba"

Bij deze 60e verjaardag van de formalisering van de criminele economische, commerciële en financiële blokkade van Cuba door de Verenigde Staten, herbevestigen de Vrienden van Cuba hun engagement aan de zijde van het Cubaanse volk in de strijd voor de totale opheffing van de blokkade.

De langst durende blokkade ooit opgelegd aan een land in de wereld treft de Cubaanse burgers in alle sectoren van hun dagelijks leven, in alle domeinen van de economie.

De strijd tegen de blokkade moet een prioriteit blijven voor allen die de mening delen dat het Cubaanse volk het recht heeft het economische en sociaal systeem te ontwikkelen dat het gekozen heeft, in alle onafhankelijkheid en soevereiniteit.

De Vrienden van Cuba van België steunen deze strijd van het Cubaanse volk sinds de stichting van de vereniging in 1969 en bevestigen de strijd verder te zetten en te intensiveren tot de opheffing van deze criminele maatregel, een uitdrukking van de niet verklaarde oorlog die de Verenigde Staten voeren tegen Cuba sinds de eerste dag van de revolutionaire overwinning, op 1 januari 1959.

COÖRDINATIE
Voor de opheffing
van de blokkade tegen

COORDINATION
Pour la levée du
blocus contre



Déclaration de la Coordination pour la levée du blocus contre Cuba

Aujourd'hui, 3 février 2022, la Coordination pour la levée du blocus contre Cuba dénonce une fois de plus la politique de blocus imposée par les EU à Cuba.

Il y a 60 ans, le 3 février 1962, John Kennedy rendait le blocus économique, commercial et financier de Cuba officiel en signant l'ordre exécutif 3447.

Depuis 60 ans donc, Cuba est entravé dans son développement par le blocus le plus long et le plus dur qui ait existé dans le monde. Le but avoué de cette politique criminelle est de provoquer les pénuries, la faim, de rendre impossible la vie de la population afin de la pousser à renverser le gouvernement. Ces mesures abjectes allant jusqu'à entraver la fourniture de matériel nécessaire à la lutte contre le coronavirus en pleine pandémie.

60 ans... et la résistance continue, tenace, malgré les lois illégales d'extraterritorialité, imposant la politique de blocus des EU aux autres pays, malgré les 243 mesures supplémentaires de la présidence Trump, la poursuite par Biden des mesures de son prédécesseur, rien de cela n'a permis aux EU d'atteindre leur but.

La Coordination pour la levée du blocus contre Cuba tient à marquer cette date pour une fois de plus élever la voix contre cette politique assassine contre tout un peuple, un petit pays attaqué odieusement par une puissance mondiale sans scrupule.

Nous exigeons la fin immédiate du blocus des EU contre Cuba.

Coordination pour la levée du blocus contre Cuba.
3 février 2022.

Verklaring van de Coördinatie voor de opheffing van de blokkade tegen Cuba

Vandaag, 3 februari 2022, klaagt de Coördinatie voor de opheffing van de blokkade tegen Cuba eens te meer de blokkadepolitiek van Cuba door de VS aan.

60 jaar geleden, op 3 februari 1962, officialiseerde John Kennedy de economische, commerciële en financiële blokkade tegen Cuba met de ondertekening van het uitvoerend bevel 3447.

Sinds 60 jaar dus wordt Cuba belemmerd in zijn ontwikkeling door de langste en hevigste blokkade die ooit bestond in de wereld. Het erkende doel van deze criminële politiek is tekorten veroorzaken, honger te zaaien, het leven van de bevolking verderven en ze aan te zetten tot de omverwerping van de regering. Deze verachtelijke maatregelen gaan tot het bemoeilijken van het leveren van materiaal noodzakelijk voor de strijd tegen het coronavirus in volle pandemie.

60 jaar... en het verzet gaat verder, standvastig, niet-tegenstaande de illegale wetten en hun extraterritorialiteit, die de blokkade van de VS oplegt aan andere landen, niettegenstaande de 243 supplementaire maatregelen getroffen onder president Trump, de verderzetting door Biden van de maatregelen van zijn voorganger, dit alles liet de VS niet toe zijn doelstelling te bereiken.

De Coördinatie voor de opheffing van de blokkade tegen Cuba wenst deze datum te benadrukken door eens te meer de stem te verheffen tegen deze moordende politiek tegen gans een volk, tegen een klein land onuitstaanbaar aangevallen door een wereldmogenheid zonder de minste schroom.

Wij eisen de onmiddellijke stopzetting van de blokkade tegen Cuba door de VS.

Coördinatie voor de opheffing van de blokkade tegen Cuba.
3 februari 2022.

LEVEN IN CUBA TIJDENS EEN PANDEMIE

REGI ROTTY

Een kort overzicht van mijn hernieuwd verblijf in Cuba in tijden van een pandemie, van 7 december 2021 tot 30 januari 2022

Bij aankomst in Havana bleek dat Martica, de eigenares van onze vertrouwde Casa particular, begonnen was met een iniatie in de Santería en als Yabo diende aangesproken te worden voor de maanden dat ze zich in de buitenwereld in het wit gekleed diende te vertonen. Werk was haar in die periode verboden en dus kwamen we terecht in een ander appartement van burens van haar. De aanhoudende inflatie doet mensen verlangen naar buitenlandse valuta en we kregen dan ook de vraag voorgeschoteld of we konden betalen in euro. De dienstverlening en het appartement waren goed maar we misten wel een beetje Martica en haar man Noël die we al zoveel jaren kennen.

Habana Vieja bleek nog wat in een halve slaap te verkeren want er was nergens een live-orkest te bespeuren die voor de pandemie overal voorkwamen. De werknemers in een kleine bar van calle Obispo verzekerden ons echter dat het vanaf januari in orde zou komen. Er was in die bar een speciale aanbieding van een grote kruik zeer lekker Christal bier voor 60 CUP (officiële koers is 24 CUP voor 1 dollar) en als je daar je maaltijd nam had je recht op 4 biertjes aan 40 CUP per kruik. Dat was een zeer goede offerta. Maar mooie liedjes duren niet lang : de dag er op was daar geen bier meer te krijgen en het was zeer onzeker wanneer er daar opnieuw bier zou toekomen....

Hotel Plaza bleek zoals zoveel hotels nog steeds gesloten bij gebrek aan toeristen maar het chique hotel Parque Central was wel open met heel redelijke prijzen voor een biertje en een pizza en met ook een zeer goede dienstverlening.

Vooraleer te vertrekken naar het stadje Florida in de provincie Camagüey hebben we nog wat flessen bakolie gekocht en een karton eieren want dat is niet steeds onmiddellijk te verkrijgen.

Omwille van Covid hebben we voor de veiligheid geopteerd voor een taxi ipv openbaar vervoer om naar Florida te gaan. Daar bleek de prijs van een biertje al flink gestegen en na 1 januari kwam er nog een pak bij: 180 CUP voor een gewoon pintje of aan de officiële koers 7,5 dollar... Gelukkig had ik bij aankomst in Florida in de MLC winkels (waar je enkel met deviezen kan betalen en enkel met een bankkaart) een paar bakken bier kunnen kopen in dollar tegen 1,3 dollar per biertje.

De winst gaat naar de staat en wordt gebruikt om de noden van de bevolking te lenigen. 2 dagen later was er echter al geen bier meer te krijgen in de winkel en kon je enkel nog in een bar terecht of via de internetsite van Revolico bij particulieren die een hoeveelheid bakken hadden opgekocht om ze met veel winst weer te verkopen in CUP. Je moet wat geluk hebben om op het juiste moment in de winkel te zijn als er bier of bakolie binnen komt. Bakolie bv is de dag zelf uitverkocht en enkel op Revolico kan je het dan nog vinden aan veel hogere prijzen dan wel.

De wederverkopers maken gebruik van een zwakheid in het systeem : er wordt berekend hoeveel er verbruikt wordt in die of die regio en men stuurt dan enkel de geschatte hoeveelheid op die dan systematisch snel wordt opgekocht door de wederverkopers. Het opnieuw aanvullen van de voorraden in de winkel gebeurt dan pas na dagen in het beste geval of in de meeste gevallen na meer dan een maand.

De MLC winkels zijn er gekomen doordat de deviezen-schaarste de regering dwong om een uitweg te zoeken. Cubanen worden echter niet betaald in MLC (Moneda Libremente Convertible zoals Euro, dollar enz.) wat tot onvrede leidt bij een deel van de bevolking. De maatregel is volgens de regering van tijdelijke aard dwz zolang de crisis duurt en het gebrek aan deviezen aanhoudt. Rechtse groepen op internet spreken echter nooit over de reden waarom de MLC winkels er gekomen zijn maar roepen met graagte op om ze te verbieden.





“varken aan het spit is het traditionele gerecht op oudejaarsdag in Cuba”

Oudejaar hebben we doorgebracht in de tuin van Cubaanse vrienden in het kleine vissersdorp aan de zee waar we vorig jaar ook waren. Het was een groot feest met varken aan het spit (de plaatselijke variant van kalkoen) en veel bier en rum en veel mensen. We hebben wel afstand gehouden en zoveel mogelijk ons mondmasker gebruikt. Om middernacht werd de levensgrote pop met kleren en al in brand gestoken zoals de traditie het wil.



De oudejaarspop wordt te drinken gegeven vooraleer om middernacht ritueel verbrand te worden...

De inflatie laat zich ook voelen in de prijs van het voedsel, prijs die meestijgt. Waardoor ook andere economische actoren weer de prijs verhogen. Het lijkt wel een straatje zonder einde. En uiteraard geeft dat ook onvrede onder de bevolking. Anderzijds zie je ook het grote aanpassingsvermogen van de Cubanen die zich er elke dag doorheen slaan. En de dankbaarheid en fierheid van de bevolking voor de geslaagde vaccinatiecampagne.

Ik heb mijn booster niet meer kunnen krijgen in België maar heb hier een week geleden het Cubaanse vaccin Soberana Plus gekregen als booster. De Cubaanse vaccins zijn geschikt als booster na zowat elk vaccin dat in Europa wordt toegepast. Mijn echtgenote moet nog een beetje wachten omdat ze nu na een infectie antibiotica krijgt die elke dag via een baxter worden toegediend in het ziekenhuis hier niet ver vandaan in Florida.

Dat betekent elke dag een uurtje in het ziekenhuis. De antibiotica in pilvorm meegenomen uit België bleken niet genoeg te helpen. Na 4 dagen waren er echter geen baxters meer beschikbaar en kreeg mijn echtgenote antibioticapillen voorgeschreven waarvan we hopen dat ze voldoende helpen. Blij dat er hier toch specifieke antibiotica voor haar beschikbaar is want er is nog steeds een gebrek aan geneesmiddelen zij het minder dan vorig jaar. De solidariteit van burens, vrienden en familie is groot als iemand ziek is.

Bij de eerste sterke pijnaanval van mijn echtgenote verbleven we nog aan zee, zo een 40 km van het dichtbijzijnde ziekenhuis. Er was geen sterk pijnbestrijdingsmiddel beschikbaar maar een buurvrouw had thuis nog wat liggen van een vorige behandeling en de verpleger kon dat dan inspuiten na advies van de dokter. En dat is zonder betaling. Ook wij helpen mensen gratis met geneesmiddelen meegebracht uit België. Maar helaas zijn er ook Cubanen die misbruik maken van de tekorten aan geneesmiddelen en ze tegen hoge prijzen verkopen aan wie het nodig heeft. Dit is uiteraard strafbaar maar mensen die de middelen hebben kopen dat toch uit hoge nood. De mensen die dat niet kunnen betalen blijven achter en sommigen sterven. De blokkade door de V.S. en de kosten van de pandemie liggen aan de basis van het gebrek aan geneesmiddelen.

Er is nu een decentralisatie bezig in Cuba waarbij meer middelen worden toegekend aan de gemeenten die dan beslissen wat voorrang moet krijgen. Maar hoe dan ook zijn de beschikbare middelen schaars en een aantal Cubanen ziet zich een materiële betere toekomst te hebben in de V.S. Sinds begin december 2021 tot op vandaag heeft de V.S. opnieuw de mogelijkheid geboden om te immigreren maar dan enkel voor Cubanen en Venezolanen. Er zouden er op die korte tijd al tienduizenden vertrokken zijn.

Voor een 7.000 dollar zorgen de mensenhandelaars uit Miami voor de volledige reis. Eerst gaat het met het vliegtuig naar Nicaragua en dan via diverse Latijns-Amerikaanse landen met diverse vliegtuigtussenstops tot in Cancun Mexico om vandaar met de bus naar de grens van de V.S. gebracht te worden om dan daar zonder problemen binnengelaten te worden.

Het is een winstgevende handel voor de Cubaanse maffia uit Miami en het hoeft dan ook niet te verbazen dat ze steeds aandringen op versterking van de blokkade tegen Cuba.

De vraag naar dollars is in Cuba daardoor zo sterk gestegen dat de koers nu op de zwarte markt op 100 CUP voor 1 dollar staat en de euro daar tegenover met 94 CUP moet onderdoen terwijl de situatie in Cuba daarvoor omgekeerd was met een veel sterkere euro.

Tot slot nog dit : onze vereniging is er om de waarheid te zeggen over Cuba met zijn positieve maar ook met de negatieve kanten, los van blinde propaganda maar steeds met een warm hart voor Cuba en de Cubaanse revolutie.

DE NIEUWE FAMILIEWET MAAKT VEEL DISCUSSIES LOS

Wim Leysens

15 02 2022

Je kan er niet omheen. Op radio en TV (cfr. Hacemos Cuba), in alle activiteiten van het middenveld of de overheid komt de nieuwe familiewet ter sprake. Deze maanden februari-april 2022 houdt de overheid een grootse 'consulta popular' of volksraadpleging. De massaorganisaties en de buurtcomités (CDR) organiseren duizenden volksvergaderingen waar met ondersteuning van juristen de nieuwe wet wordt besproken. Alle bemerkingen zullen, net zoals bij de bespreking van de grondwet van 2019, worden genoteerd en verwerkt in de definitieve versie van de familiewet. De bevolking heeft in een referendum, later op het jaar het laatste woord om de wet goed te keuren. 'Kan het democratischer!', hoor je bij de overheid.



Een ruime consultatie

Dra. Yamila González Ferrer, vice-presidente van de Nationale Unie van Juristen, is één van de personen die van in het begin bij het project betrokken was. De oude wet dateert al van 14 februari 1975 van vorige eeuw en is dus helemaal niet meer aangepast aan de huidige realiteit. In juli 2019 installeerde de regering een werkgroep ter voorbereiding van het wetsontwerp. Yamila is fier over het voorstel van de nieuwe familiewet. De covid-pandemie heeft de werkgroep wel vertraagd, maar de werkzaamheden zijn nooit stopgezet. In de maanden september-oktober 2021 werd het voorbereidend werk per provincie ter consultatie voorgelegd. Een uitgebreide groep van specialisten en 47 organisaties brachten toen hun expertise in. Deze multi-disciplinaire aanpak resulteerde uiteindelijk in de huidige 23ste versie, die het parlement in december 2021 rijp verklaarde om aan de bevolking voor te leggen.

Een afspiegeling van de diverse Cubaanse samenleving

Deze familiewet wil een afspiegeling zijn van de Cubaanse samenleving in al haar verscheidenheid. Het recht op gelijkheid en niet-discriminatie, menselijke waardigheid en respect voor de anderen zijn de bouwstenen voor de samenleving waar alle burgers hun plaats hebben.

De organisaties waarmee we contact hadden, zijn alvast enthousiast. Het voorstel van nieuwe wet vertrekt van de grote verscheidenheid aan samenlevingsvormen in de moderne Cubaanse maatschappij. "Uit deze código spreekt liefde voor elke persoon van de samenleving, ongeacht gender, leeftijd of afkomst", aldus Oneida van de vrouwenfederatie FMC.

Een open definitie van het huwelijk

In de communicatie doet de overheid er alles aan om de nieuwe familiewet voor te stellen als een ruim pakket, wat die ook is.

Alleszins wil de regering verhinderen dat de discussie verengd wordt tot het thema van het homohuwelijk, zoals in 2018 gebeurde. In de maanden voor de volksraadpleging over de nieuwe grondwet ontstond op sociale media een felle discussie, opgehitst door de conservatieve evangelische kerken. Het thema werd toen uit de grondwet gehaald en verdaagd naar deze nieuwe familiewet. Burgers die een familie willen stichten, hebben de keuze tussen een huwelijk of een samenlevingscontract. Beide worden omschreven als een **'levensproject tussen twee personen'**, punt.

"Dit is een grote droom die eindelijk uitkomt", aldus Teresa. Voor Cenesex begeleidt Teresa alle groepen van lesbische en biseksuele vrouwen. Artikel 81 erkent elke vorm van familie, ongeacht haar samenstelling. Met andere woorden seksuele geaardheid is van geen tel.

"De Cubaanse samenleving is klaar voor deze wijziging", meent dra. Yamila Gonzalez. De bevolking heeft in 2019 met meerderheid van 86% de nieuwe grondwet goedgekeurd. Een basisprincipe van deze grondwet is gelijkheid en niet-discriminatie. Er is dus geen enkele wettelijke basis om personen om één of andere reden uit te sluiten van het instituut 'huwelijk'.

Wat staat er nog meer in de nieuwe familiewet?

- De afschaffing van het kindhuwelijk.
De (voorlopig nog) huidige wetgeving legt de huwbare leeftijd voor een jongen vast op 16 jaar en voor een meisje op 14 jaar. Het voorstel legt de minimumleeftijd nu vast op 18 jaar voor beiden.
- Huwelijkscontract: de huidige wet erkent enkel het huwelijk met gemeenschap van goederen. Nu komen daar voor een koppel andere keuzeopties bij, zoals scheiding van goederen, of een mengvorm.
- Naamkeuze: een koppel zal ook de keuze hebben om hun kinderen de familienaam van de vader of van de moeder te geven. Bij onenigheid moet de rechter een beslissing nemen.
- Rechten van het kind: de nieuwe wet erkent de kinderrechten zoals die internationaal gelden. Tegelijk wordt ook het begrip 'verantwoord ouderschap' opgenomen.
- Ook de rechten van de grootouders of personen met een affectieve band met de kinderen worden beter omschreven en gegarandeerd. De wet moet pijnlijke situaties vermijden waarbij de grootouders juridisch zoals nu geen rechten hebben. Bij een pijnlijke scheiding gebeurt het soms dat de grootouders hun kleinkinderen niet meer mogen zien, hoewel ze dikwijls meer voor de kinderen hebben gezorgd dan de ouders zelf. Of in het geval dat (één van) de ouders in het buitenland woont en de grootouders de kinderen opvangen.
- Adoptierecht: adoptie wordt mogelijk voor elke persoon of koppel, ouder dan 25 jaar, die de morele en financiële mogelijkheden heeft om het kind een veilige en vertrouwensvolle opvoeding te garanderen. Of een koppel nu getrouwd is of een samenlevingscontract heeft, of een koppel van verschillende of dezelfde sekse is, deze elementen mogen geen rol spelen bij de rechter die de adoptie moet bekrachtigen.
- Draagmoederschap: een vrouw kan een kind dragen voor een andere, maar onder de strikte voorwaarde dat de draagmoeder er geen financieel gewin van mag hebben. Een kind wordt niet verkocht! Wel bestaat de mogelijkheid om voor de notaris te laten erkennen dat er een affectieve band is.
- Bij scheiding bestaat de mogelijkheid om beroep te doen op bemiddeling zodat het moeilijke proces voor de rechter vermeden wordt.
- Een dementerende bejaarde werd vroeger onder voogdij van de overheid geplaatst. Nu kan een vertrouwenspersoon uit de familie de bejaarde bijstaan in zijn rechten.
- Bestrafing van familiaal geweld zal gevolgen hebben op verschillende domeinen voor de geweldpleger. Niet alleen hangt een gevangenisstraf boven het hoofd, hij/zij kan ook het ouderlijk gezag ontnomen worden.

Las Isabelas



Volksraadpleging:

Het voorstel van de nieuwe familiewet veroorzaakt een levendige discussie onder de bevolking. Iedereen heeft wel een of ander commentaar, ter goedkeuring of ter afkeuring, en dat verklaart de grote opkomst op de wijkvergaderingen. Elke bijeenkomst wordt georganiseerd door de CDR en geleid door een jurist. Deze legt de krachtlijnen van de verschillende deelthema's uit, waarna de aanwezigen hun mening mogen geven. Elke opmerking van elke spreker die zich met zijn naam identificeert, wordt genoteerd.

Een thema dat discussie opwekt is de erkenning van de rechten van het kind. De wet ondermijnt het gezag van de ouders en draait de rollen om, luidt de kritiek. De ouders moeten nu naar hun kinderen luisteren. Daarom is ook het begrip 'verantwoord ouderschap' opgenomen. Ouders begeleiden hun kinderen naar de volwassenheid, met open oog en oor voor hun kinderen. Bij de opvoeding hoort ook grenzen stellen, bijvoorbeeld om hen te beschermen tegen kwalijke invloeden, ook op internet. Maar jongeren hebben het recht om gehoord te worden bij schoolkeuze, bij scheiding van de ouders, enz.

Ook het feit dat kinderen de naam van de moeder kunnen krijgen, botst met de patriarchale traditie. En zoals te verwachten lukt het homohuwelijk veel reacties los. Maritza vertelt: in haar wijk waren een 50-tal personen aanwezig, en de vergadering duurde wel drie uur. De pastor van de evangelische kerk nam er het woord. "Ik respecteer iedereen, en voor mij is iedereen gelijk, maar God heeft het huwelijk voorbehouden voor de verbintenis tussen man en vrouw".

Daarop stond Maritza recht: "als iedereen gelijk is, dan hebben wij lesbische vrouwen ook recht om te trouwen!". Maritza behoort tot de groep Las Isabelas, de groep die samen met Cenesex en 5 andere netwerken ijvert voor gendergelijkheid in Cuba. Om de discussie te voeden hebben zij een originele actie bedacht. Tussen 14 februari (dag van de liefde en de vriendschap) en 8 maart (internationale vrouwendag) houden zij de campagne 'Mijn familie is heel origineel'. Iedereen wordt uitgenodigd om op facebook een mooie foto te posten van zijn/haar familie. Hoe die familie eruit ziet, speelt geen rol, hoe diverser, hoe liever. De campagne speelt in op de boodschap van de conservatieve evangelische kerken, die actie voeren onder de slogan 'ik hou van de originele familie'.

Bronnen:

- *Gesprekken met verschillende organisaties en personen*
- Facebook pagina "Red nacional de mujeres lesbianas y bisexuales"

La chanson cubaine en deuil avec la disparition de Vicente Feliú et Suylén Milanés

Anne Delstanche



Vicente Feliú, un des très grands musiciens cubain qui a lancé le mouvement de la Nueva Trova cubaine avec Silvio Rodríguez et Pablo Milanés est décédé à La Havane le 17 décembre 2021, emporté par une crise cardiaque foudroyante à l'âge de 74 ans alors qu'il était sur scène au Musée de la musique et entonnait la fameuse chanson "La Bayamesa". Peu de temps après sa disparition sa fille publiait un message sur Internet "Il est parti dans toute sa stature et avec le cœur plus gros que la poitrine". Je t'aime, papa. Je t'aime !

Un grand de la Trova cubaine dont plusieurs d'entre nous on chanté les chansons dans les années 80. On se souviendra de sa participation remarquée lors d'un concert géant à Managua (Nicaragua). Il a aussi visité la Belgique vers 2004 où il a donné un concert à l'ULB. J'ai eu à cette occasion le grand plaisir de le rencontrer et d'échanger des moments avec lui. Un homme très

chaleureux, simple et amical et aux conviction claires. J'ai aussi eu le plaisir de l'entendre chanter au théâtre Amadeo Roldán de La Havane lors d'un concert offert par plusieurs artistes dont Silvio Rodríguez à l'occasion du Festival du Cinéma latino américain de La Havane en 2008.

Il avait entamé sa carrière en 1978 avec la sortie de son premier album, Créme, un très grand succès international, suivi d'un deuxième disque en 1985. Suivront Artepoeítica (1990), Aurora (1995), Ansias del alba, Guevarianas (tous deux 1997) et Colibrí (2000). Son frère cadet Santiago, décédé en 2014, avait collaboré à Ansias del alba. Il a écrit pour le théâtre, la télévision, a collaboré à des programmes culturels en tant qu'assistant réalisateur et directeur musical.

Il a également été consultant musical pour la radio et la télévision cubaines, ainsi que scénariste et directeur de radio. Il a dirigé le centre culturel "Canto de Todos", qui favorise les rencontres et les échanges musicaux en Amérique latine et a effectué une tournée sur une grande partie du continent, y compris en Argentine.

Un grand de la chanson cubaine nous quitte, représentant d'une époque importante de l'histoire de Cuba.

Suylén Milanés, chanteuse elle aussi et fille de Pablo Milanés âgée de 50 ans l'a suivi de près. Elle avait été admise à l'hôpital en état de mort cérébrale le 27 janvier 2022 à la suite d'un accident vasculaire.

Suylén Milanés était un des trois enfants que Pablo Milanés avait eus de sa relation avec Yolanda Bennett.

Elle avait été hospitalisée pendant plusieurs jours à l'Institut de neurologie et de neurochirurgie de Cuba.

Elle avait collaboré à plusieurs projets avec la "Casa de las Americas".

La maison de disques "Empresa de Grabaciones y Ediciones Musicales (EGREM)" a déploré la mort de l'interprète et productrice de musique exceptionnelle, fondatrice du festival Eyeife : "Nous disons au revoir à cette femme passionnée, entreprenante et talentueuse. Beaucoup de lumière pour son âme". Suylén Milanés était un soutien important et actif de la musique alternative à Cuba.

Suylén a étudié à la "Escuela de Instructores de Arte et à l'Escuela de Música Ignacio Cervantes", et a été vocaliste dans divers groupes : Adalberto Álvarez y su Son, Monte de Espuma, Aries et Tesis de Menta; puis en 1999, elle a commencé sa carrière solo et a fait des tournées dans des pays comme le Mexique et l'Espagne.

Elle a également participé à l'enregistrement et à la présentation des albums de Pablo Milanés, et a été responsable de PM Récord, la maison de disques de son père.

Elle a collaboré avec Carlos Varela et avec ses sœurs Haydée et Lynn Milanés." Elle a dirigé des festivals de musique électronique et promu des projets pour les femmes qui débutent dans la musique.

"Quelle grande douleur ! Nous vous embrassons de loin. Beaucoup de force", a écrit l'artiste Chucho Valdés sur la page Facebook de Haydée Milanés.



GESPREK MET LETICIA MORALES GONZÁLEZ, VICE-MINISTER VAN ECONOMIE

aangevuld met enkele andere gesprekken

Wim Leysens



14 02 2022: Cuba heeft de laatste jaren grote veranderingen in de nationale economie doorgevoerd. De vorige president van de VS, Donald Trump heeft de Cubaanse economie in haar kern getroffen. Hij legde grote beperkingen voor het toerisme uit de Verenigde Staten op; internationale cruises mochten niet meer in de Cubaanse havens aanleggen. Trump verbood internationale tankers om petroleum aan Havana te leveren. In 2019 en 2020 kende Cuba grote energietekorten. Ondertussen is de situatie minimaal onder controle, dank zij de samenwerking met Turkije die een vlottende energiecentrale heeft geleverd. Maar de gevolgen duren voort. Daarbovenop kwam de coronapandemie, waardoor het economische leven helemaal stilviel. De Cubaanse overheid had nooit gedacht dat het land opnieuw tot op een minimale levensstandaard zou terugvallen. Deze complexe situatie doorkruist volledig het economische plan 2020-2030, dat voortbouwt op de economische heropleving van de jaren 2015-2018.

Cuba is een open economie, heel erg van import afhankelijk. De grote uitdaging is om de nationale betalingsbalans in evenwicht te houden. Het wegvallen van zo goed als alle inkomsten heeft als gevolg dat de economische hervormingen niet onmiddellijk het beoogde resultaat bereiken.

Een tiental jaar geleden stapte de overheid af van het idee dat zij alle burgers in de overheidsbedrijven en -diensten tewerk kon stellen. Zij creëerde de ruimte om voor eigen rekening te gaan werken. Aanvankelijk werden slechts een kleine 200 beroepen opengesteld voor deze zelfstandigen of cuentapropistas. Sindsdien is er veel veranderd; sommige cuentapropistas slaagden erin een bedrijfje met werknemers uit te bouwen, anderen bleven als zelfstandige alleen.

De regering erkent nu in toenemende mate dat deze zelfstandigen -in totaal 600.000 personen- een sterke motor kunnen zijn voor de lokale economie. Daarom besloot de regering om zo goed als alle beroepen open te stellen voor zelfstandigen. Tegelijk zag men de noodzaak in om deze sector beter te organiseren. Een bedrijf met 80 werknemers vraagt andere reguleringen dan een kleine zelfstandige. De wet op de Micro Pequeña Y Mediana Empresa (MIPYME), goedgekeurd in september 2021 maakt op basis van het aantal tewerkgestelden onderscheid tussen micro- (tot 3 personen), kleine (tussen 4 en 20 personen) en middelgrote (tussen 21 en 100 personen) bedrijven. Een privébedrijf met meer dan 100 werknemers is wettelijk niet toegelaten, tenzij het zich omvormt naar een coöperatieve waar elke lid gelijke rechten heeft.



Het carrosseriebedrijf Autochapt in Havana bijvoorbeeld telt rond de 180 socio's; zij krijgen geen 'loon', maar een maandelijks voorafname op de winsten. Op het einde van het jaar wordt de eindbalans opgemaakt en besproken en een eindejaarspremie verdeeld. Het aantal erkende mipymes is voorlopig nog beperkt tot 1.759 bedrijven, maar elke maand worden nieuwe erkenningen toegekend. Victor Cortina is in dat laatste geval. Na zijn pensionering als leerkracht begon hij tuinmeubelen en -versieringen in beton te produceren. Ondertussen stelt hij op zijn 77ste 28 werknemers te werk. De Cubaanse overheid ziet de mipymes als een belangrijke aanvulling naast de staatsbedrijven. Deze laatste houden de belangrijkste economische sectoren die veel (buitenlandse) inkomsten kunnen genereren.

De productie van nikkel en suiker, het toerisme en de biotechnologie, de internationale medische dienstverlening blijven in staatshanden, naast natuurlijk de sociale sectoren als onderwijs, gezondheidszorg, sport en cultuur. Het economisch plan 2020-2030 geeft de overheidsbedrijven meer autonomie en verantwoordelijkheid. Alle bedrijven moeten het jaar met een positieve eindbalans afsluiten. Het is gedaan dat de nationale overheid de eventuele verliezen automatisch bijpast.

Rendabele bedrijven, het klinkt als een evidentie. Maar het feit dat Cuba vele jaren twee munten had, zorgde voor chaos. De sterke CUC, met een tegenwaarde van de dollar, werd in de boekhouding genoteerd als een CUP of peso nacional. Nochtans was 1 CUC bij de bank inwisselbaar voor 24 peso nacional.

Het gevolg was dat bedrijven gemakkelijk grondstoffen en machines konden invoeren, want boekhoudkundig werd een aankoop van 1.000 dollar genoteerd als 1.000 peso nacional. Het was de nationale overheid die het verschil moest bijleggen. Met de nieuwe regelgeving wil de regering bekomen dat de overheidsbedrijven zich meer op de nationale markt bevoorraden en enkel invoeren, als ze zelf voldoende harde valuta genereren. Bedrijven die meer winst maken, hebben ook de vrijheid om hogere lonen uit te betalen.

De overheid beseftte al jaren dat de eenmaking van de munt een noodzaak was, maar kwam nooit tot een besluit. Sinds 1 januari 2021 is de CUC eindelijk afgeschaft en zouden alle aankopen en betalingen in de peso nacional gebeuren. De wisselkoers werd vastgelegd op 24 pesos voor één dollar en 27 pesos voor één euro.

Op straat hoor je echter de kritiek dat de eenmaking van de munt niet in de huidige omstandigheden had mogen gebeuren, nu de overheid kampt met een groot tekort aan inkomsten. Een lage nationale productie en een tekort aan deviezen die de invoer garanderen, hebben een grote schaarste aan essentiële producten veroorzaakt. De prijzen kennen ongekende hoogtes. Om het gebrek aan harde deviezen te compenseren, creëerde de overheid de MLC-winkels, waar de Cubanen enkel in harde valuta en enkel via hun bankkaart kunnen betalen. Wie geen inkomsten in harde valuta heeft, kan hier bijgevolg niets kopen. 'Slimme' Cubanen met buitenlandse deviezen buiten deze situatie uit: zij kopen de producten in MLC-winkels op en verkopen ze door in pesos met een behoorlijke winstmarge. Een fles limonade kost op straat al vlug 200 pesos of 8 dollar. Als je weet dat het gemiddelde loon rond de 4.400 pesos schommelt en het minimumloon 2.200, dan is het duidelijk dat het voor veel Cubanen harde tijden zijn.

Minder import, meer export en investeren in sleutelsectoren vormen de krachtlijnen van het plan 2020-2030. De landbouwproductie moet fors omhoog, zodat de grote afhankelijkheid van invoer van voedingsmiddelen vermindert. Investerings worden geconcentreerd in de biotechnologie en de ontwikkeling van geneesmiddelen, een sector waar Cuba heel sterk staat en die perspectieven biedt voor de uitvoer.

Een belangrijk punt is ook de energie-omslag: het huidige percentage van 2 à 3 procent aan hernieuwbare energie moet omhoog, zodat de afhankelijkheid van petroleum verkleint.

Tussen 2020 en september 2021 is het bruto intern product gedaald met 13 %. In 2022 wil Cuba een groei van 4 % realiseren, hopelijk het begin van een constante groei van de economie. Men mag niet vergeten dat Cuba de voorbije twee jaar veel geld in de bestrijding van de coronapandemie heeft gestoken. Personen met een risicocontact werden in quarantaine-centra ondergebracht, waar zij gratis voeding kregen. Alleen al in 2021 heeft Cuba 754 miljoen dollar aan PCR-testen uitgegeven. Bovendien werden miljoenen geïnvesteerd in de ontwikkeling van eigen vaccins. Deze investeringen hebben geloofd. De ganse bevolking vanaf 2 jaar is ingeënt en het gewone leven hervat zijn normaliteit.

Cuba kan deze economische plannen niet alleen aan en is daarom sterk op zoek naar buitenlandse investeringen. Spijtig genoeg blijven deze onder de verwachtingen steken, want Cuba heeft internationaal een CC-ranking. Cuba is een risicoland voor buitenlandse investeringen, dat zijn betalingsbalans niet in evenwicht krijgt. Maar een nog belangrijker hinderpaal is het feit dat Trump Cuba op de lijst van landen heeft gezet die het terrorisme steunen. Sindsdien hebben heel wat banken hun samenwerking met Cuba opgezegd. President Biden heeft alle mogelijkheden in handen om Cuba uit deze economische en financiële wurggreep te halen. Hier hoor je dat Biden even erg is als Trump. Deze laatste gebruikte veel woorden, terwijl Biden Cuba stilzwijgend verder laat stikken.

Website: 'plataforma de actores económicos'.
<https://www.mep.gob.cu/es/node/3>

L'économie est une part essentielle de la révolution, et l'économie a été un des fronts où l'ennemi a essayé de nous frapper et de nous vaincre. L'économie est le front où l'impérialisme a essayé de nous couler, de couler la Révolution. L'économie est un front important de la révolution et un des fronts qui a subi le plus d'attaques de la part de l'ennemi.

Fidel Castro Ruz, discours aux militaires de la FAR qui ont participé à la zafra des dix millions, 04/11/1969

De economie is een hoofdbestanddeel van de Revolutie, en de economie is één van de fronten waar de vijand poogde ons te treffen en ons te overwinnen. De economie is het front waar het imperialisme poogde ons te kelderen, de Revolutie te kelderen. De economie is een belangrijk front en één van de fronten die het meest te maken had met de aanvallen van de vijand.

Fidel Castro Ruz, toespraak tot de militairen die deelnamen aan de zafra van de tien miljoen, 04/11/1969

Thuiswerken en/of telewerk

Alexandra Dirckx

Sinds het begin van de pandemie wordt er wereldwijd aan mensen gevraagd om binnen te blijven en geen contact meer met elkaar te hebben. In de meeste Westerse landen ging deze lockdown gepaard met thuiswerk. Via een laptop of een vaste computer van het werk gingen werknemers in verschillende sectoren van thuis uit aan de slag. Vergaderingen verliepen via teams en er was nog enkel contact op de werkvloer wanneer werk opgehaald moest worden omdat het ging over fysieke documenten. Deze oplossing heeft ervoor gezorgd dat sommige sectoren zijn blijven verder draaien, ondanks de lockdown, en dat de werknemers uit die sectoren hun inkomsten niet deels zagen wegvallen.

Het spreekt voor zich dat thuiswerk niet voor iedereen weggelegd was. De aard van de job is hier fundamenteel. Al het onderhoudspersoneel kan niet thuiswerken, een medewerker van het sorteercentrum van de post kan zijn taak niet van thuis uit doen, etc... Bovendien vraagt thuiswerk een goede, betrouwbare internetverbinding en een rustige werkplaats wat niet zelden ontbreekt, zeker wanneer het ganse gezin thuis is en iedereen plotseling digitaal aan de slag gaat.

Maar hoe zit het in Cuba?

Want ook daar werden burgers voor maanden naar huis gestuurd. En zoals we weten heeft niet iedereen een internetverbinding in huis, laat staan een internetverbinding die voldoende potentieel heeft om mensen te laten thuiswerken.

Maar dat is niet alles. De Cubaanse arbeidsmarkt is geënt op de aanwezigheid van de medewerkers op de werkvloer. Er bestaan verschillende activiteiten die naast het werk gebeuren om de eenheid tussen de werknemers te versterken. Een mooi voorbeeld hiervan is de **matutino**: een briefing 's ochtends voor iedereen aan de slag gaat. Bovendien vraagt het inspraakmodel, dat in vele organisaties bestaat, de aanwezigheid van de medewerkers op de werkvloer.

Toch ziet de Cubaanse samenleving de voordelen van thuiswerk in, en dit ook los van de pandemie. Thuiswerk lost een stuk van het vervoersprobleem op waar veel medewerkers mee kampen, het is een werkvorm die kostenbesparend is, medewerkers zijn productiever in de thuisomgeving, kunnen privé en werk beter combineren en verliezen geen tijd bij de vaak moeilijke trajecten.

Naast al deze voordelen bestaan er ook een aantal valkuilen. Wie thuiswerkt, werkt vaak veel meer dan wanneer hij of zij naar de werkvloer gaat. De medewerkers moeten zelf werk en privé gescheiden houden thuis en hier goed over waken. Bij thuiswerk is er veel minder toezicht, begeleiding en controle van de werkgever, wat maakt dat er veel vertrouwen moet zijn tussen beide partijen.

De communicatie tussen collega's en tussen verantwoordelijke en medewerker moet eveneens opnieuw uitgetekend worden. Op de werkvloer gaan collega's al eens snel te rade bij elkaar, wat van thuis niet spontaan gebeurt. En dan is er natuurlijk ook nog het materiële euvel. Niet elk Cubaans gezin is voorzien van een laptop of desktop.

Om een antwoord te bieden aan bovenvermelde vragen en bedenkingen heeft het ministerie van Werk en Sociale Zekerheid een reglement gemaakt voor zowel thuiswerk als telewerk. Bij telewerk werkt de medewerker niet op zijn standplaats maar werkt hij op een andere site van hetzelfde bedrijf. Wat in de pandemie mogelijkheden biedt om werknemers te verspreiden en buiten de pandemie ook transportproblemen kan verkleinen.

Dit reglement geeft naast een heldere definitie van wat thuiswerk inhoudt en wat telewerk is, ook duidelijkheid inzake infrastructuur, technologie en controle van de uitgevoerde taken. Zo zorgt de werkgever voor het materiële aspect en ziet hij erop toe dat dit evenals de verbindingen voldoen om van thuis uit het takenpakket uit te voeren. In het geval dat de werknemer toch met eigen materiaal werkt, is het de taak van de werkgever om het onderhoud van het materiaal en de internetverbinding te verzekeren.

Tenslotte wordt er naar het werkvolume gekeken vanuit de vooropgestelde doelstellingen die ook al bestonden voor thuiswerk zijn intrede deed. Deze moeten behaald worden. De werknemers behouden ook hun volledig inkomen met alle rechten die daaraan gekoppeld werden. Nergens wordt er gesproken over een thuiswerkpremie om de extra energiekost op te vangen. Dit blijkt geen discussiepunt te zijn.

Waar de Cubanen zich wel zorgen over maken is het behoud van de samenhang binnen de verschillende teams wanneer medewerkers elkaar nog maar amper ontmoeten. Hoe behouden ze de sociale cohesie tussen de werknemers en hoe zullen werk gerelateerde problemen besproken worden wanneer werknemers niet meer samen komen? Hoe vergaderingen houden? Een uitdaging in een land waar inspraak van werknemers deel uitmaakt van de dagdagelijkse werking van een bedrijf.

Afscheid van een kameraad

Erik Wils



Koen Meul, één van de actiefste militanten van de Vrienden van Cuba, lid van het secretariaat van de regio Antwerpen, is op 27 januari overleden na een lange en pijnlijke ziekte.

Sinds zijn aansluiting bij onze vereniging in 2013 heeft Koen veel tijd en energie besteed aan het verspreiden van informatie over Cuba, over “60 jaar revolutie en verzet” zoals hij het noemde op de website die hij voor de Vrienden van Cuba maakte.

In 2014 maakten Koen en zijn echtgenote Marcia een lange reis naar Cuba. Dat heeft een grote indruk op hem gemaakt en zijn vastberadenheid versterkt om werk te maken van de solidariteit met de Cubaanse revolutie.

Van een meerderheid van de praatcafés, filmavonden, regionale en nationale ledenvergaderingen van de Vrienden van Cuba die sinds 2015 in Antwerpen plaatsvonden was Koen de initiatiefnemer, animator en praktische organisator. Bij de grotere evenementen stond hij bovendien ook in voor de catering, samen met Marcia en zijn schoonbroer Gaston.

Voor de website en de nieuwsbrieven van de regio Antwerpen, die hij maakte en verstuurde, vertaalde hij interessante teksten over Cuba vooral uit Latijns-Amerikaanse bronnen.

Koen was iemand die zeer belezen was maar tegelijk ook van aanpakken wist en veel werk verzette. Zo konden we in de cinema Klappeï een filmavond organiseren over de economische en sociale actualiteit in Cuba aan de hand van een documentaire van de zender Arte. Van die film had Koen een kopie op de kop weten te tikken en hij had die dan zelf in het Nederlands ondertiteld. Nog verschillende andere films vertaalde en ondertitelde hij, onder andere “Heel Guantánamo is van ons” van Hernando Calvo Ospina, met een interessant praatcafé als uitvloeisel.

Koen hechtte veel belang aan de strijd voor de opheffing van de economische blokkade tegen Cuba. Hij vond dat de Vrienden van Cuba daar een eigen spandoek voor nodig hadden, om beter te kunnen deelnemen aan de nationale acties tegen de blokkade in Brussel, maar ook om op andere manifestaties campagne voor Cuba te kunnen voeren. Hij heeft die tweetalige banner dan zelf grafisch ontworpen, op doek geprojecteerd, en met de hand geschilderd.

Het was dan ook pijnlijk voor Koen dat hij in de lente vorig jaar wegens zijn gezondheidstoestand niet mee is kunnen komen met Marcia en de andere militanten van de Vrienden van Cuba toen we twee betogingen tegen de blokkade organiseerden op de Groenplaats in Antwerpen samen met de internationale campagne “Puentes de Amor” van de Cubanen die in het buitenland wonen.



Koen Meul (rechts) met andere militanten bij protestactie tegen blokkade van Cuba, 2017

We kunnen Koen niet meer terugkrijgen, spijtig genoeg. Maar we kunnen wel zijn voorbeeld van inzet voor Cuba volgen en zijn werk zo goed mogelijk verderzetten.

Koen, kameraad: bedankt en we gaan u niet vergeten.

BREVES

Freddy Tack

Nouveaux vice-ministres des affaires étrangères

Elio Rodríguez Perdomo et Carlos Fernandez de Cossio Domínguez ont été nommés vice-ministre des affaires étrangères par le gouvernement cubain.

Nous connaissons bien Elio Rodríguez qui a été d'abord conseiller puis ambassadeur de Cuba en Belgique. Il a occupé plusieurs fonctions : directeur pour l'Europe et le Canada, ambassadeur aux Pays Bas, en Belgique, au Luxembourg, auprès de l'Union Européenne et comme dernier poste ambassadeur en France.

Carlos Fernandez de Cossio Domínguez a parcouru une riche carrière au ministère des affaires étrangères : vice-directeur des affaires étrangères, directeur pour l'Amérique du Nord, ambassadeur au Canada et en Afrique du Sud. Son dernier poste avant sa nomination était directeur-général pour les États-Unis.



Campamento Julio Antonio Mella - 50 ans de solidarité

Le 'Campamento Julio Antonio Mella' fête son 50 anniversaire. Situé à Caimito il a démarré ses activités le 24/01/1972. Il est mondialement connu de tous les amis de Cuba, qui y ont participé aux nombreuses brigades de solidarité qui se sont succédées.

102.000 brigadistes ont séjourné au Campamento Julio Antonio Mella, et parmi eux de nombreux membres et militants de notre association.

Le Covid en chiffres

Après avoir conçu et développé, puis produit plusieurs vaccins contre le Covid-19, Cuba est passé à la vaccination massive de sa population.

Au 23 février 2022 le nombre de Cubains avec une vaccination complète était de 9.871.746, soit 89,1 % de la population (11,3 millions), ce qui situe Cuba après les Émirats Arabes Unis et le Portugal, et avant le Chili, Singapour, la Chine, le Canada, l'Italie, le Brésil et le Vietnam.

En ce qui concerne la dose de renfort (ou booster), plus de 50 % de la population l'a déjà reçue, soit 5.867.673 personnes.

Cuba est aussi le seul pays au monde ayant vacciné les enfants et adolescents de 2 à 18 ans, avec des vaccins adaptés.

Un de nos membres victime du blocus

Début février un de nos membres nous téléphone, inquiet, pour signaler que le virement de sa cotisation annuelle a été refusé. Après quelques questions la vérité apparaît : il a effectué un virement à partir d'un compte bancaire en Allemagne, alors qu'auparavant il le faisait à partir d'un compte en Belgique.

Virement international : le blocus est d'application, et toute opération avec une mention "Cuba" (pour le destinataire ou dans l'énoncé des motifs) est détecté par un programme informatique qui bloque automatiquement l'opération. Même en euros et entre deux pays européens.

56 ans de Granma International

Le 20 février Granma Internacional fête son 56 anniversaire. Cette édition internationale est diffusée dans une quarantaine de pays, en anglais, français, portugais, italien et allemand.

Le 20 février 1966 a lieu à La Havane la Première Conférence de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine (la Tricontinentale).

Pour informer les invités le quotidien Granma (fondé en 1965) décide d'éditer le journal en espagnol, français et anglais.

Ce fut le début de Granma Internacional, publié une fois par semaine, un résumé du Granma quotidien.

Foire du livre

La 30e Foire Internationale du Livre se tiendra du 20 au 30 avril 2022, à La Havane, avant de parcourir toutes les provinces de Cuba. Prévu pour début février l'événement a été retardé à cause de la pandémie actuelle. Cette année les pays invité d'honneur est le Mexique. Un hommage sera rendu au 100e anniversaire de la naissance de Carilda Oliver Labro et Jesús Orta Ruíz (el Indio Naborí), et au 140 an de la publication de "Ismaelillo" de José Martí et de "Cecilia Valdés o la Loma del Ángel" de Cirilo Villaverde.

Inhoud - Sommaire

3	Edito	12	Leven in Cuba in tijden van een pandemie
4	Actua : Le plus long blocus jamais imposé à un pays	14	De nieuwe familiewet
5	Actua : Chronologie d'une infamie	16	Vicente Feliú y Suyllén Milanés
9	Actua : Verklaring van de Revolutionaire Regering	17	Gesprek met de vice-minister van economie
10	Actua : Verklaring van de VVC - Déclaration de la VVC	19	Thuiswerken en/of telewerk
11	Actua : Déclaration de la Coordination - Verklaring van de coördinatie	20	Afscheid van een kameraad
		21	Breves

De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl

Neptunuslaan/Avenue Neptune 24 b10-1190 Vorst - Forest
 • E-mail : info@cubamigos.be

Lidgeld (jaarlijks) 16 €-8 € (2e en volgend lid van het gezin)-10€ (studenten tot 25 jaar)
 Contribution (an) 16 €-8 € (2ème et membre suivant de la famille)-10€ (étudiants jusqu'à 25 ans)
 Volgens de beslissing van de Algemene Ledenvergadering van 11/05/2019, met ingang op 01/01/2020
 Suite à la décision de l'Assemblée Générale des Membres du 11/05/2019, à partir du 01/01/2020
 Rekening - Compte : De Vrienden van Cuba vzw - Les Amis de Cuba asbl
 IBAN nr : BE90 523080117732
 BIC Triobebb
 ON - NE : 412063027

De vzw "De vrienden van Cuba" is een vereniging die tot doel heeft de toenadering tussen het Belgische en het Cubaanse volk te bevorderen en aan haar leden en het publiek middelen ter beschikking te stellen om tot een betere kennis te komen van de Cubaanse realiteit. Zij heeft geen enkel partijpolitiek karakter. Onze eigen artikels mogen geheel of gedeeltelijk overgenomen worden mits bronvermelding. Graag een presentexemplaar.
 ISSN 0771 4491

L'asbl "Les Amis de Cuba" est une association qui a pour but d'œuvrer au rapprochement entre le peuple belge et le peuple cubain et de mettre à disposition de ses adhérents et du public des moyens d'accéder à une meilleure connaissance de la réalité cubaine. Elle n'a aucun caractère de parti politique. Les articles de nos membres peuvent être repris entièrement ou partiellement, avec mention de l'origine. Prière de nous faire parvenir un exemplaire témoin.

Voorzitter/Président : Regi Rotty - rotty.regi@scarlet.be
 Ondervoorzitter/Vice-président : Freddy Tack - freddy.tack@belgacom.net

Schatbewaarder/Trésorier : Guido Schutz - guido.schutz@skynet.be
 Secretaris : Johan Van Geyt - johanvangeyt1@telenet.be

CONTACT

Brussel-Brabant - Bruxelles-Brabant : Freddy Tack - 02/428.79.97 en Anne Delstanche - 02/640.43.10
 Antwerpen : Wim Leysens - 0495/71.02.54
 Liège : Régi Beauduinet - 085/31.29.08 - Facebook : Les Amis de Cuba Liège
 Gent, Aalst en West-Vlaanderen : Mireille Lefever - mireillelefever@hotmail.com
 - Facebook : Vrienden van Cuba - Regio Gent
 Kempen : Hubert Celen - 014/31.43.39

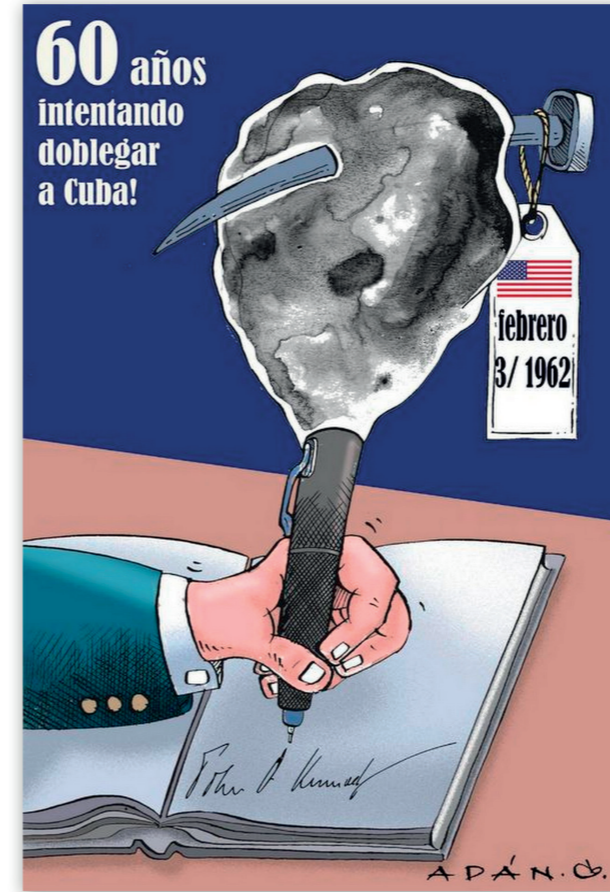
Prijs per nummer/prix par numéro : 2 Euro
 Leden gratis - membres gratuit

Hoofdredacteur/Rédacteur en chef > Freddy Tack
 02/428.79.97 - E-mail : freddy.tack@belgacom.net

Redactie/rédaction > Anne Delstanche, Alexandra Dirckx, Monique Dits, Regi Rotty, Wim Leysens, Erik Wils.
 Lay-out/mise en page > Sylvie Vanhoegaerden
 Kleurenpagina's/Pages couleur : Yuri Blicck en Monique Dits
 Eindredactie/rédaction finale > Sylvie Vanhoegaerden
 Druk/impression > drukkerij Alfabet - Gent

website : www.cubamigos.be
https://twitter.com/cuba_be
 Facebook : Amigos de Cuba Bélgica

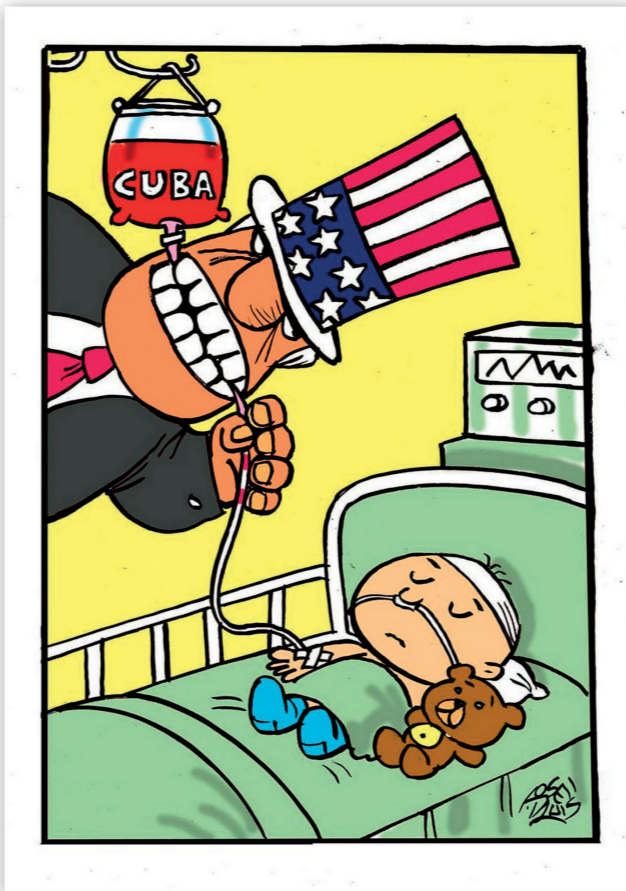
Desde el 1 de febrero y hasta el 30 de abril 2022 se desarrollará la Consulta Popular sobre el proyecto del nuevo Código de las Familias.



Parlamento da luz verde al Código de las Familias e irá a consulta popular



El trabajo a distancia exige a los cubanos nuevos mecanismos de atención



Trabajo a distancia ¡hoy y mañana!